
Le rôle et la responsabilité des Humanités et de l'université à l'époque de la globalisation

Yuji NISHIYAMA

Université de Tokyo

Dans cet article, nous commençons par présenter la situation des universités japonaises depuis ces vingt dernières années en nous penchant particulièrement sur les relations entre l'université et la société. Nous analysons ensuite le concept d'«excellence», dont l'influence grandissante est à l'origine de certaines transformations radicales à l'œuvre dans l'université contemporaine. Les Humanités sont des disciplines essentiellement incompatibles avec les grands principes de la rationalité économique tel que l'utilité et l'efficacité : nous montrons à quel point il leur est difficile de résister au primat de l'«excellence». Enfin, nous nous interrogeons sur le rôle et la responsabilité de l'université et des Humanités à l'époque de la globalisation.

1. La situation actuelle des universités japonaises

La séparation entre les matières d'enseignement général et les matières d'enseignement professionnel

Pour réfléchir sur les problèmes de l'université, commençons par citer l'exemple de la réforme des universités japonaises depuis les années 1980.

Sous l'impact du premier choc pétrolier, le Japon des années 1970, obligé de revoir sa politique économique, se lança dans une vaste réforme financière incluant celle de la recherche et de l'éducation. Face à l'augmentation de la dette nationale, le gouvernement opta pour une

politique d'austérité dont l'un des volets fut la déréglementation des universités. Le Ministère de l'Éducation présenta en 1987 les grandes lignes de son programme pour la réforme de l'université, dont un volet incluait l'introduction de procédures d'autoévaluation. Cette réforme fut également soutenue par la communauté industrielle, qui demandait davantage de flexibilité de la part des institutions universitaires afin de proposer des formations efficaces et adaptées au contexte concurrentiel global de l'époque.

La réforme se fixait pour but de supprimer la division entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel. Après la Seconde guerre mondiale, ces deux types d'enseignement étaient clairement séparés dans les universités japonaises, qui accordaient une importance particulière à l'enseignement des arts libéraux notamment basés sur les sciences humaines et sociales. La réforme rendit cette division obsolète en donnant aux universités et aux facultés la liberté d'organiser les curricula à leur convenance, idéalement en trouvant un bon équilibre entre les connaissances culturelles générales (*Bildung*) et les connaissances professionnelles pratiques plus immédiatement adaptées au marché du travail. Cette liberté s'accompagnait naturellement de responsabilités : les universités furent priées d'introduire des procédures d'auto-évaluation.

Depuis, l'enseignement général a perdu son statut d'antan, au profit des savoir-faire utiles à l'activité économique, revalorisés. Les arts libéraux ont certes beaucoup contribué au développement de la tradition universitaire japonaise, mais en fin de compte les professeurs ne parvinrent pas à se mettre d'accord sur un programme commun permettant de transmettre, même aux élèves des filières professionnelles, un bagage essentiel de connaissances libérales.

Les relations idéales entre l'université et la société

Kinya Abe, célèbre historien qui fut doyen de l'Université d'Hitotsubashi à l'époque de la réforme, a écrit ainsi dans son *Essai sur l'Université* :

L'Université n'est en aucun cas une institution déconnectée des réalités

vulgaires. Au contraire, c'est seulement en s'ancrant dans ces réalités vulgaires qu'elle peut prétendre à créer le futur de notre pays ; mais elle ne doit pas non plus se laisser dominer par la logique de cette société. C'est pourquoi l'Université a besoin d'un espace spécifique. Afin de ne pas être trop influencée par la société, l'Université a besoin de subventions, et elle a besoin de son propre espace : il s'agit du campus universitaire. Le campus doit se situer au sein de la société populaire, mais il doit en même temps conserver une atmosphère sacrée ¹.

Abe, spécialiste de l'Allemagne au Moyen Âge, remarque que l'Université était à l'origine dépendante de l'Eglise en Europe aux 12^e et 13^e siècles. Le christianisme a établi alors un compromis d'une opposition nette entre le sacré et le profane, mais l'Eglise et l'Université avaient justement pour rôle de se plonger dans le profane, afin de montrer à tous les comportements justes à adopter dans la société. L'université est donc dès son origine pensée comme un espace qui doit distribuer ses bienfaits au peuple, à la société profane ².

Dans les années 1990, de nombreux professeurs ont remis en question le rôle de l'enseignement général, allant jusqu'à redéfinir l'université dans son ensemble. Depuis leur publication en 1994 par Yasuo Kobayashi et Takeo Funabiki, *La technique du savoir*, *La logique du savoir* et *La morale du savoir* se sont imposés comme des best-sellers sans précédent sur le marché du livre universitaire. Cette trilogie a pour but à la fois de promouvoir l'internationalité, l'interdisciplinarité et l'informatisation que l'on demande à l'université, mais aussi d'encourager à l'exploration de modes créatifs de diffusion du savoir universitaire dans la société au sens large. Kobayashi dit, à propos de la publication de *La technique du savoir*.

En définitive, c'est l'idée de lieu qui est la clé de notre projet. Nous devons nous efforcer de reconnecter le savoir académique avec les

1. Kinya Abe, *Essai sur l'Université*, Nihon Editor School Syupanbu, 1999, p. 40.

2. Abe accorde de l'importance à la recherche et l'enseignement de l'université qui peuvent servir à la vie mondaine, c'est-à-dire au grand public. Il critique les budgets universitaires établis sur le seul critère de la compétitivité internationale, estimant que l'université doit être évaluée en gardant à l'esprit son impact sur les citoyens.

lieux qu'il a parfois tendance à désertier. Il ne s'agit pas seulement de redonner une place à chaque science et de repenser leurs relations, mais aussi de redéfinir le lieu dans lequel s'inscrit l'université elle-même (l'enseignement et la recherche). Nul besoin de préciser que ces lieux sont impossibles à contrôler parfaitement, que l'imprévisible, l'inconnu peut y surgir à tout instant, bref que ces lieux sont des endroits à la fois dangereux et attirants³.

Ouvrir le savoir universitaire à la société exige de transformer concrètement les cadres de la connaissance et du savoir. Kobayashi accorde beaucoup d'importance au fait de mettre à l'épreuve le savoir de l'université en le partageant avec la société. L'université ne peut plus rester « libre et solitaire » (Humboldt), isolée de la société : son savoir doit s'exposer par la rencontre avec autrui. Ce n'est pas un hasard si Kobayashi est le traducteur japonais de *La condition postmoderne* (1979) de Jean François Lyotard. Cet ouvrage, dédié à la fondation de l'Institut polytechnique de philosophie à L'Université Paris 8 (Vincennes), fut remis à la commission de concertation des universités du Québec au Canada. Lyotard y remarque que l'on ne possède pas de vérité unique et éternelle : le savoir est de nature pratique et donc mouvante. Après le but moderne d'apprendre les arts libéraux déjà établies, Kobayashi a donc essayé de montrer la condition postmoderne de l'université⁴.

La réforme des « entités administratives autonomes »⁵

Durant les années 1990, alors que progresse la réforme des univer-

3. Yasuo Kobayashi, *L'Université à les yeux verts*, Mirai-sya, 1997, p. 69.

4. Cependant, ce que Kobayashi vise à transmettre à la société, ce n'est pas le savoir universitaire en tant qu'information ou que simple « marchandise », mais plutôt l'esprit académique lui-même et la force de pensée qui le caractérise. L'avènement d'une « université différente » qui resplendirait au cœur de la société, est résumé dans l'expression « l'université à les yeux verts », qui donne son titre au livre (*Daigaku wa midorino me wo motsu, op. cit.*).

5. Voir Christian Galan « La libéralisation de l'enseignement supérieur au Japon » in Ch. Charle et Ch. Soulié (dir.), *Les ravages de la « mondialisation » universitaire en Europe*, Editions Syllepse, 2007.

sités nationales, on commence à discuter de la possibilité de les rendre autonomes en termes de gestion de projets et d'administration. Ces discussions aboutissent en avril 2004 à la révision du statut des universités nationales, transformées en « entités administratives autonomes » ayant statut de personnalité juridique. Cette réforme, la première depuis la création du système universitaire au Japon, consiste principalement en une séparation des fonctions de planification et d'exécution. Ainsi, si les professeurs fixent « les buts ou les plans à moyen terme », c'est-à-dire les objectifs de recherche à atteindre d'ici trois à cinq ans, leurs projets doivent être validés par un comité d'évaluation chapeauté par le Ministère de l'Éducation. Les professeurs des universités sont, de plus, privés du statut de fonctionnaire d'État, et travaillent en tant que simple salariés des établissements qui les emploient. Le gouvernement japonais contrôle de très près les recherches et accorde la priorité à l'efficacité économique de la gestion des universités. On peut donc dire que cette tourmente universitaire est le résultat d'un amalgame de nationalisme et de néo-libéralisme.

On peut constater des tendances similaires dans les universités publiques ou privées du monde entier. Les universités sont aujourd'hui contraintes, « conditionnées » par de nombreux impératifs : excellence des recherches, augmentation du rendement du système d'enseignement, flexibilité du personnel, collaboration avec les entreprises, etc.

Abe souhaite donc une université qui se bat pour la justice tout en revendiquant sa place au cœur de la société ; Kobayashi quant à lui insiste sur la nécessité d'ouvrir de manière concrète le savoir universitaire à la société. Cependant, la réforme de 2004 efface la frontière même entre l'université et la société, le dedans et le dehors : les universités japonaises sont aujourd'hui entièrement contrôlées par la logique socio-économique, c'est-à-dire qu'elles sont aujourd'hui sous l'influence de la société.

Cette réforme drastique rend invalide l'idéal de l'université moderne souhaité par Humboldt : l'unité de la recherche et de l'enseignement. Une fois qu'elle a accepté le statut de personnalité juridique, l'université se retrouve contrainte par la bureaucratie d'être plus productive et efficace, et la recherche et l'enseignement se retrouvent contrôlés et

surtout séparés par la logique administrative. On voit se creuser aujourd'hui les différences entre, d'une part, les universités de recherche dont les centres d'excellence leur permettent de survivre à la concurrence académique internationale, et d'autre part, les universités consacrées à l'enseignement général pour les étudiants. Au cours des vingt dernières années, avec la réforme des matières d'enseignement général et l'autonomisation de l'université, le contrôle administratif de la recherche et l'enseignement et la séparation de fait entre les deux se sont développés dans les universités japonaises.

2. L'Excellence' : mesure sans mesure à l'époque de la globalisation

Comment expliquer qu'aujourd'hui, le fonctionnement des institutions universitaires semble largement régi par une logique socio-économique ? Ainsi que le remarque Bill Readings dans son ouvrage *The University in ruins* (1994), la notion d'« excellence » est devenu le principal critère de mesure pour les universités à l'époque de la globalisation, rendant l'université moderne toujours plus dépendante de la logique socio-économique. L'excellence est le critère superficiel, la mesure sans mesure qui permet de comparer toutes les valeurs propres à la société et à l'université et de les faire entrer en concurrence.

Un concept sans contenu

D'après Readings, l'« excellence » est un concept d'autant plus efficace que sa définition est vague. « Nous sommes tous d'accord avec la nécessité de l'excellence. Car l'excellence n'est pas idéologie en ce sens qu'elle n'a pas de référence extérieure, ni de contenu essentiel » (p. 23). Concept sans réelle substance, l'excellence permet de comparer et d'estimer les valeurs dans une multitude de domaines. Notes des étudiants, situation des jeunes diplômés, nombre d'interventions dans des conférences, nombre et intensité des publications, prix et décorations obtenus, situation financière de l'université, qualité des archives de la bibliothèque, etc. Plus que la qualité de la recherche et de l'enseignement, l'excellence s'attache à quantifier le degré de la contribution

sociale. Le concept permet ainsi de comparer la performance de l'université à celle de la société dans son ensemble, et d'introduire le principe de concurrence dans tous les domaines de l'université, qu'il s'agisse des activités de recherche, d'enseignement ou de gestion.

La surenchère des valeurs

Paradoxalement, « l'essentiel, ce n'est pas que personne ne sait ce qu'est l'excellence, mais que tout le monde *a sa propre* idée sur ce qu'est l'excellence » (p. 32). Pour prouver leur excellence, les établissements finissent par donner dans la surenchère et l'excès d'originalité. On oublie que la mesure de l'excellence ne peut être raisonnablement fondée que sur une comparaison objective entre concurrents : la recherche *originale*, les cursus *uniques et spécialisés* sont autant de propositions attirantes de prime abord, mais qui en l'absence de concurrence et donc de points de comparaison ont du mal à convaincre sur le long terme. Quant aux résultats des activités de recherche et d'enseignement, on les mesure principalement par la quantité au détriment éventuel de la qualité. « L'obsession de l'excellence risque de signer la fin de l'idée de l'université, qui peu à peu se vide de son contenu » (p. 39). L'université, espace autonome dédié à la recherche de la vérité, finit par se fondre dans la société en s'exposant au principe de concurrence permanente.

L'université entre la globalisation et l'état-nation

Selon Readings, « l'université produira l'excellence dans le savoir applicable, afin de s'unir facilement au circuit du capitalisme global et des politiques trans-nationales. L'excellence n'implique pas de contenu culturel » (p. 38). L'université moderne serait libre des contraintes de l'État-nation, et n'aurait à répondre qu'au capitalisme global. En vérité, la situation actuelle est plus complexe : l'université s'inscrit toujours dans un cadre politico-économique national, tout en étant effectivement exposée à une concurrence académique mondiale.

On associe couramment l'idée de globalisation à celle d'« américanisation tous azimuts » : ce sont en effet les universités américaines

qui gagnent le plus en influence au-delà des frontières de l'État-nation. Il en est autrement des autres régions qui subissent la globalisation. Afin de résister à l'américanisation, les universités y ont tendance à renforcer leurs liens avec les institutions nationales. Par ailleurs, depuis le capitalisme productif et la « société des connaissances » du XX^e siècle, les rapports entre l'université et l'État-nation se sont renouvelés : on accorde de l'importance au rôle de l'université dans le renforcement de la puissance nationale. On attend de l'université qu'elle s'intègre au coeur du capitalisme global.

3. L'excès des sciences humaines

Dans les sciences humaines, paradoxalement, la crise des sciences humaines progresse avec l'excès des sciences humaines.

Par rapport aux autres disciplines, les sciences humaines sont généralement considérées comme autonomes vis-à-vis de logiques socio-économiques telles que la rentabilité, l'efficacité ou l'excellence. Cela a pu être le cas par le passé, mais ce n'est plus vrai aujourd'hui. Pour survivre à la toute puissante logique socio-économique, les sciences humaines doivent désormais innover constamment, s'affirmer afin de prouver leur utilité. Des effets pervers sont naturellement à prévoir : accumulation de recherches sans réelle profondeur, chercheurs en sur-nombre dans les sciences humaines... La quantité au détriment de la qualité.

Les nouvelles étiquettes des sciences humaines

Dans les pays développés, ce sont les connaissances, les informations et les services qui sont les principaux moteurs du capitalisme post-industriel. Dans ce contexte, les institutions de recherche et d'enseignement telles que les universités sont amenées à jouer un rôle crucial. Parallèlement à la multiplication des marches, services et marchandises qui accompagne le développement du capitalisme, les styles de recherches et spécialités en sciences humaines sont de plus en plus nombreux et complexes. On assiste à l'émergence régulière de nouvel-

les spécialités 'interdisciplinaires'. Aux piliers du monde académique qu'étaient la philosophie, la littérature ou encore l'esthétique, on a progressivement ajouté de nouvelles spécialités, souvent d'origine américaine, telles que *Cultural Studies*, *Comparative literature*, ou *Area Studies*, etc ⁶. Il faut ici rappeler à quel point les États-Unis ont contribué à ces évolutions. Par exemple, le champ des études dites de *Comparative literature* fut développé par les intellectuels européens qui, notamment pendant la Seconde Guerre mondiale, se sont expatriés aux États-Unis. Les *Area Studies* furent introduites durant la Guerre Froide afin de permettre l'établissement de programmes d'études basés sur l'appartenance régionale—à l'un des deux blocs par exemple—plutôt que sur celle traditionnelle de la discipline. Quant aux *Cultural Studies* ou *Post-colonial Studies*, elles doivent beaucoup à l'importante vague d'immigration asiatique des années 1960 ⁷. Ces nouvelles disciplines, régulièrement critiquées comme le résultat d'une diversification excessive des sciences humaines, pourraient en vérité devenir le nouveau dogme puisqu'elles sont en phase avec la marche du capitalisme global.

Le « double bind » des sciences humaines

Si l'on garde à l'esprit l'influence de la notion d'«excellence» au sein de l'Université, on comprend pourquoi les sciences humaines se trouvent aujourd'hui menacées.

D'un côté certes, les sciences humaines pourraient décider de s'adapter à la notion d'excellence en créant davantage de valeur. Elles sont en effet étroitement liées avec des professions socialement importantes telles qu'écrivain, journaliste, critique, artiste ou cinéaste : les sciences humaines peuvent ainsi rapidement s'adapter aux besoins de la société et transformer leur discours afin de produire de la valeur.

D'un autre côté, si l'on considère les sciences humaines comme incompatibles avec la rationalité économique, on peut être tenté de protéger sa solitude et sa liberté. Il est en effet difficile de mesurer à

6. Sur le grand changement des sciences humaines aux États-Unis, voir Alvin Kernan (éd.), *What's happened to the humanities ?*, Princeton University Press, 1997.

7. Cf. Gayatri Chakravorty Spivak, *Death of a discipline*, Columbia University Press, 2003.

court terme la « rentabilité » des travaux des chercheurs en sciences humaines. Peut-être les activités des sciences humaines nécessitent-elles d'autres critères de mesure, non-économiques. Mais les Humanités peuvent-elles réellement revendiquer un statut à part face au concept d'« excellence » qui régit aujourd'hui l'Université ? Le concept d'« excellence » a tendance d'inclure toutes les valeurs avec l'infinité de la mesure. « La mesure sans mesure » d'« excellence » pourrait dépasser « la mesure au-delà de mesure » que les sciences humaines proposent comme sa nature, et l'englober comme un des excellence.

Se laisser mesurer par la logique économique ou revendiquer une mesure au-delà de toutes les mesures économiques : qu'elles soient « en-dedans » ou « au-delà » de l'excellence, les sciences humaines sont peut-être plus familières de la notion d'excellence qu'il n'y paraît de prime abord.

4. Le rôle et la responsabilité des Humanités et de l'université à l'époque de la globalisation

La foi des Humanités

Les sciences naturelles cherchent par l'observation des phénomènes naturels à établir les lois universelles qui régissent toute la création. Les sciences sociales, ayant pour objet les institutions sociales, sont aujourd'hui amenées avec la globalisation accélérée du politique et de l'économique à revoir et élargir leur cadre de pensée. Entre l'universalité de la nature et la globalisation politico-économique, nous trouvons les sciences humaines, qui s'interrogent sur les activités de l'esprit humain. Les Humanités doivent être sensibles aux différences de contexte afin de trouver la vérité : on ne juge pas d'un discours de la même manière selon que le sujet discourant est un homme ou une femme, noir ou blanc, jeune ou âgé.

Par exemple, Edward W. Said, dans *L'Humanisme et le criticisme démocratique*⁸, a parlé avec intelligence de la foi profonde qu'il place

8. Edward W. Said, *Humanism and democratic criticism*, Columbia University Press, 2004.

dans les sciences humaines. Il considère la technique philologique comme l'essence des Humanités et affirme l'importance de « s'exercer à ouvrir son cœur (...) à ce que les textes disent ». Selon ses vœux, les Humanités doivent revendiquer leur capacité d'ouverture, à la fois démocratique et profane, sans tomber dans le nationalisme ou la ferveur religieuse, sans se perdre non plus dans des recherches trop élitistes ou ésotériques.

Dans les sciences humaines, la recherche de la vérité est nécessairement bornée par les possibilités elles-mêmes limitées de l'esprit humain. Dans la mesure où l'on ne peut apporter de solution définitive à la question de l'existence humaine, il s'agit de remettre constamment en question la nature humaine et ce que l'on pense en connaître. Qu'elles s'intéressent au général ou particulier, les Humanités ont le devoir s'interroger aux problèmes auxquels l'homme fait face dans la vie quotidienne. A défaut de pouvoir résoudre parfaitement ces problèmes, les Humanités, en posant des questions essentielles, ouvrent des perspectives à même de redonner espoir à l'homme. À la recherche inconditionnelle du vrai, les Humanités ajoutent une autre tâche : celle de transformer la souffrance des gens en joie. Si l'homme continue à s'interroger sans relâche sur sa condition, c'est bien que l'homme a encore la capacité de croire en l'homme. En ce sens, nous avons et aurons toujours besoin des Humanités.

Le conflit des facultés, à nouveau

Pour réfléchir sur les relations entre l'université et la société, il est toujours utile de retourner au *Conflit des facultés* de Kant. Kant, premier philosophe qui a assimilé la liberté de la science à celle de l'université, oppose les facultés supérieures (théologie, droit, médecin) à la faculté inférieure (philosophie), et trouve la signification sociale de l'université dans les relations de pouvoir existant entre ces facultés. Contre les facultés supérieures qui fonctionnent essentiellement en acceptant la soumission au pouvoir d'État, la faculté de philosophie apporte une contestation radicale en revendiquant le droit à la parole publique libre. C'est grâce à l'apport critique de la philosophie que l'université trouve sa place réelle au sein de la société.

Il s'agit là de la question de l'autonomie de l'université face au pouvoir de l'État. La faculté de philosophie essaie de limiter l'influence étatique dans l'université en y opposant non pas un contre-pouvoir, mais une sorte de non-pouvoir, c'est-à-dire une logique essentiellement étrangère à celle du pouvoir d'État. Pourtant de nos jours, il n'est plus possible de penser l'université et son rôle selon le schéma architectonique kantien : l'influence grandissant du concept d'« excellence » dans la recherche et l'enseignement rend caduque l'idée qu'une certaine faculté puisse rester un endroit de non-pouvoir.

Parmi les questions soulevées par Kant, celle de la structure idéale de l'institution universitaire revêt aujourd'hui une importance particulière. L'opposition et les conflits entre le dedans et le dehors, qui caractérise les rapports entre l'université et le pouvoir d'État ou entre l'université et la société, a déjà lieu symboliquement au sein de l'université elle-même. Les relations entre facultés se définissent aujourd'hui autour de critères tels que l'utile et l'inutile, le rentable et le non-rentable, l'efficace et le non-efficace, critères depuis longtemps en usage à différents niveaux de la société.

Alors que la globalisation néo-libérale ne cesse de privatiser le secteur public, de soumettre les services publics à la logique du marché, l'université se retrouve prise dans la concurrence acharnée qui régit la sphère socio-économique, et les chercheurs se voient contraints de s'adapter aux nouvelles règles de ce champ de bataille mondial. Comme le souligne Kant, le conflit interne à l'université n'est jamais la guerre : il ne s'agit pas d'une lutte matérielle, d'une lutte pour la vie, mais d'une lutte pour la vérité et la mise en lumière des grands enjeux sociaux. Lorsque cette lutte intellectuelle ne sera plus possible, la signification de l'université disparaîtra. L'université a pour tâche de détourner la lutte pour la vie accélérée par l'économie néo-libérale, et de rediriger cette énergie vers le conflit autour de la vérité. Une université entièrement dominée par la logique socio-économique n'est pas à même de jouer ce rôle. Faut-il donc créer de nouveaux espaces, au-dedans ou au-dehors de l'université, à même de rétablir la pratique de la lutte pour la vérité ? Quoi qu'il en soit, l'université a la responsabilité de préserver la foi en la possibilité d'une lutte pour la vérité.

La possibilité de la connaissance et de la pratique, et le droit de croire

Dans *Critique de la raison pure*, Kant pose trois questions fondamentales sur la raison : « Que puis-je savoir ? », « Que puis-je faire ? », « Que suis-je en droit d'espérer ? ». Les deux premières concernent la connaissance et la pratique justes, qui dépendent toutes deux des capacités de l'individu. La troisième question porte sur l'espoir, la promesse et la croyance, qui relève de privilèges inaliénables de l'individu, du droit qui reste à peine. Ces trois questions constituent probablement un cadre de pensée approprié pour réfléchir sur les activités de recherche et d'enseignement dans l'université moderne. En mesurant l'excellence, on peut quantifier et estimer la théorie et la pratique de la recherche et de l'enseignement.

Concernant le développement de la théorie et l'amélioration de l'enseignement, on attend constamment des professeurs et des étudiants qu'ils développent leurs capacités presque infiniment : nombre d'articles et d'exposés pour les chercheurs, compétence pour les étudiants, débouchés pour les diplômés et facultés de transmission du savoir pour les enseignants. Par ailleurs, la question « que suis-je en droit d'espérer ? », appliquée à l'université, peut être reformulée de la manière suivante : quel lieu, quel espace de production et de transmission du savoir serait capable de redonner la foi à celui qui ne croit plus en la recherche et l'enseignement ? « Que suis-je en droit d'espérer de l'université ? », c'est peut-être la question que tous les enseignants et les étudiants éprouvent face à la logique actuelle de l'excellence, de la comparaison, de la concurrence⁹.

9. *L'université sans condition* (Galilée, 2001) que Derrida a publié dans ses dernières années est un essai le plus original sur l'université, en ce qu'elle ouvre une discussion à partir de la question de la foi, au style de sa profession de foi sur l'avenir de l'université. Il réfléchit sur l'université à partir de l'étymologie des mots « profession » et « professeur », c'est-à-dire le verbe « professer » : rendre clair le savoir ou la vérité, ou encore confesser devant les autres. Le terme « professeur » comme celui de « profession » ne désignent pas un métier reposant sur l'acquisition des connaissances ou du savoir-faire ; il ne s'agit pas non plus d'un « travail », c'est-à-dire d'une activité qui implique la souffrance physique. La profession du professeur a aussi des affinités avec « la profession de foi » dans la mesure où le professeur ne peut transmettre son savoir à autrui qu'à l'aide de la parole. Il s'agit pour le professeur de s'engager intellectuellement par la confession, le témoignage.

L'intersection non-dialectique entre, d'une part, la faculté et la possibilité de la théorie et la pratique soumises à l'évaluation objective, et, d'autre part, le pouvoir de croyance au nom de l'université, serait un des horizon pour le conflit légal dans l'université actuelle. C'est sur l'horizon à la fois homogène et hétérogène entre l'université et socio-économique, c'est-à-dire, aux deux front, sur les deux scène, aux deux portée que nous sommes obligé d'être en négociations. Le pouvoir de croire en les recherches et l'enseignement concerne la direction des science qui présuppose la théorie et la pratique. Pour que notre droit de croire ne fait pas objet de l'évaluation, nous ne cesse de faire le conflit légal en suivant les recherches inconditionnelles de la vérité.

Nous sommes encore en droit d'espérer le lieu pour mettre en question à la fois l'université et le socio-économique où font écho la possibilité de la théorie et la pratique et le droit de croire au nom de l'université.